

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.06.19

**#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD)
: Viaduc Herrmann-Debroux#**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président du Conseil,
Chers Collègues,

Nous avons lu dans la presse que le gouvernement bruxellois avait décidé du plan d'aménagement directeur Herrmann-Debroux qui implique, de facto, la destruction du viaduc Herrmann-Debroux.

Nous avons lu également que des responsables de la commune demandent aujourd'hui, à tout le moins, que l'on n'abatte pas le viaduc avant d'avoir mis en œuvre un plan global pour le site, incluant des parkings de déstagement de capacité suffisante et une offre de transport en commun attractive. Et, partant, un calendrier crédible et structuré.

Dans le communiqué rédigé il y a un an par le MR d'Auderghem, nous nous opposons à une destruction irréfléchie du Viaduc Herrmann-Debroux et nous déplorons le manque de garanties en matière de mobilité (métro, parkings de dissuasion, gestion du trafic), de timing, d'étude d'incidence et d'examen de solutions plus simples et peut-être moins onéreuses.

Voici donc nos questions :

- Quelles seront les opportunités pour les citoyens concernés de donner leur avis sur le projet ?
- Comment la commune fait-elle entendre sa voix pour que les besoins de ses habitants soient pris en compte ?
- Qu'en est-il de l'étude d'incidence environnementale et de mobilité avec une circulation ramenée au niveau du sol ?
- Quel sera le coût des travaux pour la commune ?
- Avez-vous estimé la durée des travaux et les nuisances entraînées ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Jérémy Van Gorp, conseillers communaux MR-Open VLD

• Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin

Madame et Monsieur les Conseillers,

Vous semblez découvrir aujourd'hui ce qui a été notre préoccupation constante de tout temps. Si nous avons initié la réflexion sur le futur de cet axe Herrmann-Debroux, c'est assurément pour mener une étude complète, garantir un plan global incluant tous les préalables indispensables à la concrétisation de cet important projet. Je m'en explique au nom du Collège.

Notre préoccupation principale est de préserver et d'améliorer le cadre de vie de nos concitoyens. Elle n'est pas neuve.

Dès sa construction, de nombreux citoyens se sont insurgés contre la balafre que cet axe autoroutier a imposée à nos quartiers et contre les conséquences induites.

Et puis, beaucoup s'y sont faits, d'aucuns y ont trouver avantage... jusqu'à ce que le trop plein de trafic automobile génère un excès de nuisances : bruit, qualité de l'air, insécurité, pression sur le stationnement notamment aux abords des stations de métro.

Et récemment, l'infrastructure montre des signes de vieillissement.

Le temps est venu de réfléchir posément à l'avenir sans attendre une situation d'urgence.

Depuis une dizaine d'années, nous avons lancé cette réflexion, consulter les citoyens, fini par persuader la région et débiter avec elle depuis 2017 d'intenses échanges et d'importantes études.

Des citoyens ont participé à des ateliers, des réunions d'information organisées tant par la commune que par la région. Tout cela a fait l'objet de compte-rendu et de documents publiés par la région.

Le processus d'élaboration et d'adoption du Plan d'Aménagement Directeur (PAD) Herrmann-Debroux vous a déjà été exposé à de nombreuses reprises. Il suit les dispositions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (Cobat) chapitre III bis, articles 30/1 à 30/11.

Les citoyens seront consultés et pourront réagir au cours d'une enquête publique de 2 mois avant fin 2019, date encore à fixer par la région.

La commune a suivi assidument les études et participer activement aux différents comités d'accompagnement et de pilotage créer à cette occasion. Elle a veillé à ce que les habitants puissent s'exprimer. Le Collège et le Conseil ont émis des avis lors de tout nouveau document transmis. Ainsi le 29 juin 2018, le Conseil a émis un avis sur l'arrêté ministériel précisant le périmètre, les enjeux et objectifs du PAD. Le Collège a émis un avis sur le projet de volet stratégique.

Le Gouvernement a adopté le projet de PAD en 1^{ère} lecture. Le rapport sur les incidences environnementales en fait partie. C'est un document de près de 1500 pages qui sera mis à disposition de tous car, il est essentiel pour mesurer l'impact des propositions qui sont émises.

La procédure est encore longue. Il ne faut pas s'attendre à une décision définitive avant fin 2020. Ensuite seulement pourront débiter les études de projet, les demandes de permis, les commandes de travaux,... des concertations avec les autres régions. La concrétisation doit encore faire l'objet d'études de phasage car il y a des conditions préalables à remplir avant toute mise en œuvre. Ils s'agit notamment d'engager la mise en place des alternatives nécessaires en matière de mobilité.

La question des coûts et délais est légitime et nous préoccupe également. Mais la réponse est prématurée. Une approche d'étude des nuisances des chantiers figure dans le rapport d'incidences environnementales. Beaucoup de projets concrétisant le PAD devront faire l'objet d'une étude d'incidence spécifique en ce compris pour les nuisances de chantier.

« Le chemin est long du projet à la chose. » a écrit Molière.

Pour mener à bien un projet, il faut avoir le courage de le rêver, l'intelligence d'en faire quelque chose de réaliste et la volonté de le mener à bien en concertation avec toutes les personnes concernées.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Christophe Magdalijns, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 27.06.19

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): viaduct Herrmann-Debroux#

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

We hebben in de media gelezen dat de Brusselse regering een beslissing heeft genomen over het Richtplan van Aanleg Herrmann-Debroux dat, de facto, de afbraak van het viaduct Herrmann-Debroux inhoudt.

We hebben eveneens gelezen dat verantwoordelijken van de gemeente vandaag vragen om, in ieder geval, het viaduct niet af te breken totdat er een algemeen plan voor de locatie is uitgewerkt, inclusief pendelparking met voldoende capaciteit en een aantrekkelijk openbaarvervoersaanbod. En, dus ook, een geloofwaardig en gestructureerd tijdschema.

In het door de MR van Oudergem opgestelde persbericht van een jaar geleden verzetten we ons tegen een ondoordachte afbraak van het viaduct Herrmann-Debroux en we betreuren het gebrek aan garanties inzake mobiliteit (metro, ontradingsparkeerplaatsen, verkeersbeheer), timing, effectenstudie en het bestuderen van eenvoudiger en misschien minder dure oplossingen.

Vandaar onze vragen:

- Welke mogelijkheden zullen de betrokken burgers hebben om hun mening te geven over het project?
- Hoe zal de gemeente haar stem laten horen om ervoor te zorgen dat er met de behoeften van de bewoners rekening wordt gehouden?
- Hoe zit het met de milieu- en mobiliteitseffectenstudie rekening houdend met het verkeer dat weer helemaal op het grondniveau verloopt?
- Wat zal voor de gemeente de kostprijs van de werkzaamheden zijn?
- Kunt u een inschatting geven van de duur van de werkzaamheden en van de overlast die ermee gepaard gaat?

Met dank.

Martine Maelschalck en Jérémy Van Gorp, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Geachte dames en heren raadsleden,

U lijkt er vandaag achter te komen wat voor ons altijd al een constante bezorgdheid was. We zijn de denkoefening over Herrmann-Debroux gestart met natuurlijk de bedoeling om een volledige studie uit te voeren, een algemeen plan te garanderen met inbegrip van alle voorwaarden noodzakelijk voor de uitvoering van dit belangrijke project. Ik licht dit in naam van het College toe.

Onze voornaamste bezorgdheid is het behouden en verbeteren van de leefomgeving van onze medeburgers. Deze bezorgdheid is niet nieuw.

Vanaf de bouw ervan hebben veel burgers zich verzet tegen het ontsierende effect van deze autosnelweg op onze wijken alsook tegen de gevolgen ervan.

En daarna hebben er velen mee moeten leren leven, sommigen hebben er voordeel uit gehaald... tot te veel autoverkeer zorgt voor extreme overlast: lawaai, luchtkwaliteit, onveiligheid, parkeerdruk vooral in de directe omgeving van de metrostations.

En onlangs toonde de infrastructuur tekenen van veroudering.

De tijd is gekomen om rustig over de toekomst na te denken zonder te wachten tot er zich een noodsituatie voordoet.

Al een tiental jaar zijn we bezig met deze denkoefening en raadplegen we de burgers. We hebben uiteindelijk het Gewest kunnen overtuigen waarmee we sinds 2017 een intensieve dialoog hebben en belangrijke studies uitvoeren.

Burgers hebben deelgenomen aan workshops alsook aan zowel door de gemeente als het Gewest georganiseerde informatievergaderingen. Hiervan zijn verslagen opgemaakt en er werden documenten gepubliceerd door het Gewest.

Het proces van opmaak en goedkeuring van het Richtplan van Aanleg (RPA) Herrmann-Debroux werd u al meermaals toegelicht. Het volgt de bepalingen van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) hoofdstuk III bis, artikelen 30/1 tot 30/11.

De burgers zullen worden geraadpleegd en zullen kunnen reageren tijdens een openbaar onderzoek van twee maanden v or het einde van 2019, datum nog vast te leggen door het Gewest.

De gemeente heeft nauwlettend de studies gevolgd en heeft actief deelgenomen aan de verschillende begeleidingscomit es en stuurcomit es opgericht voor deze gelegenheid. Ze heeft er op toegezien dat de bewoners hun mening kunnen formuleren. Het College en de Raad hebben adviezen uitgebracht bij elk nieuw document dat werd overgemaakt. Zo heeft de Raad op 29 juni 2018 een advies uitgebracht over het ministerieel besluit dat de perimeter, de uitdagingen en de doelstellingen van het RPA preciseert. Het College heeft een advies uitgebracht over het strategisch ontwerppluik.

De regering heeft het ontwerp van RPA in eerste lezing goedgekeurd. Het milieueffectenrapport maakt er deel van uit. Het is een document van bijna 1500 pagina's dat voor iedereen ter beschikking zal worden gesteld aangezien het essentieel is om de impact van de geformuleerde voorstellen te meten.

De procedure is nog lang. Een definitieve beslissing wordt niet verwacht v or eind 2020. Vervolgens zal enkel een aanvang kunnen worden gemaakt met de ontwerpstudies, de vergunningsaanvragen, de bestellingen van werkzaamheden,... overlegmomenten met de andere gewesten. Voor de concretisering moeten nog onderzoeken van de fasering gebeuren aangezien er, alvorens tot uitvoering wordt besloten, aan voorafgaande voorwaarden moet worden voldaan. Het gaat met name om het invoeren van noodzakelijke alternatieven inzake mobiliteit.

De kwestie van de kosten en de termijnen is terecht en houdt ons ook bezig. Maar het antwoord is voorbarig. Een benadering voor het bestuderen van de door de werven veroorzaakte overlast staat vermeld in het milieueffectenrapport. Bij veel projecten die het RPA concreet vorm geven, zal een specifieke effectenstudie moeten worden uitgevoerd, inclusief wat betreft overlast van de werf.

"Le chemin est long du projet   la chose", schreef Molière.

Teneinde dit project tot een goed einde te brengen, moet men beschikken over de moed om erover te dromen, de intelligentie om er iets realistisch van te maken en over de wil om het tot een goed einde te brengen in overleg met alle betrokken personen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Conseillers communaux.

Séance du 27.06.19

**#Objet : Question orale de Matthieu Pillois (LB) concernant la saisie d'œuvres d'art à la maison
communale#**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président du Conseil,
Madame la Bourgmestre,
Chers Collègues,

Le 23 mai dernier, nous apprenions par voie de presse que 18 œuvres d'art avaient été saisies à la maison communale car les autorités auraient refusé de payer un montant de 2.047 euros de dommages-intérêts car elles n'auraient pas accédé à la demande d'un conducteur néerlandophone de mener la procédure dans sa langue au sujet d'une amende de 25 euros.

Mes questions sont les suivantes :

Pourriez-vous nous expliquer le fond du dossier et pour quelles raisons exactement la commune a été condamnée à payer ces dommages et intérêts ?

Depuis lors, la commune a-t-elle payé le montant demandé et a-t-elle récupéré les œuvres d'art saisies ?

Que comptent mettre en œuvre les autorités communales pour éviter que cette situation ne se reproduise plus à l'avenir ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Référence : <https://www.hln.be/de-krant/parkeerbon-van-25-euro-kost-gemeente-2-047-euro~afddeb3a/>

• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.

Merci pour votre question.

Je vous rassure tout de suite : aucun tableau n'a été saisi et la presse a tristement colporté des informations complètement erronées.

Avant d'aborder ce dossier ponctuel, je souhaite expliquer le contexte de ce litige.

Evidemment que notre commune n'est pas allée en justice et n'a pas exposé en vain quelques 2.000 € pour une simple redevance de stationnement de 25 €.

En vérité, le conjoint de la personne redevable de la redevance est avocat et il a déployé tous les moyens

imaginables pour contester le paiement de cette redevance.

Ce faisant, il a avancé des critiques de principe qui, dans notre pratique, sont importantes car rencontrées dans de nombreux autres dossiers, tant pour ce qui concerne les redevances de stationnement que pour ce qui concerne :

- Quelle est la validité d'un constat ou PV rédigé dans la langue du titulaire de la plaque d'immatriculation lorsque l'utilisateur est d'un autre rôle linguistique ; concrètement, cela concerne une grande part de constats concernant les voitures de leasing car le titulaire de la plaque est une société et nous constatons qu'elles utilisent le néerlandais tandis que nombre d'utilisateurs pris en infraction sont francophones ; il s'agit donc de savoir si un constat ou PV rédigé sur foi du rôle linguistique renseigné dans la DIV est valable alors que l'utilisateur est d'un autre rôle linguistique ;
- Un délai de quelques mois s'écoule entre le moment où le constat est dressé et envoyé au redevable ou entre le moment où le ticket de stationnement est mis sur le pare-brise et l'envoi de l'ordre de paiement aux redevables qui ne se sont pas acquittés de la redevance ou de l'amende ; ce délai peut-il être invoqué pour soutenir que le temps écoulé empêche le redevable de se souvenir des faits et d'exercer utilement son droit de défense ;
- La contrainte de paiement du receveur doit-elle être envoyée par recommandé sous peine de nullité ou d'autres preuves de l'envoi et de sa date suffisent-elles ? De manière générale, les formalités de procédures qui doivent entourer la contrainte de payer sont-elles ou non prescrites à peine de nullité ?

C'est sur ce dernier point de droit que nous avons perdu en justice. Sur les autres points, la validité de nos actes a été confirmée par le juge.

Voici ce qui s'est réellement passé :

1) La Commune a adressé à une citoyenne francophone d'Etterbeek une redevance forfaitaire de stationnement d'un montant de 25 euros.

2) Le cohabitant de cette dame – qui s'exprime en néerlandais- étant l'utilisateur du véhicule au moment des faits a demandé à obtenir les documents relatifs à la procédure de recouvrement de la redevance en néerlandais.

3) Par courrier du 29 septembre 2016, (c'est une affaire qui date) la Commune lui a répondu que le règlement redevance prévoit que la redevance est due par **la titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule**. Dès lors, la réclamation a été déclarée irrecevable et la procédure de recouvrement s'est poursuivie en langue française à charge de Madame.

4) La redevable a délibérément refusé de payer les 25 euros de redevance qui lui étaient réclamés ce qui a conduit le Receveur communal à lui signifier une contrainte le 14 novembre 2017. **Ici et c'est notre seule erreur : nous n'avons pas signifié cette contrainte par recommandé.**

5) Le 3 janvier 2018, la Commune reçoit une requête au Tribunal à l'encontre de la procédure de recouvrement de la redevance impayée.

6) Le 9 janvier 2018, le Collège propose de résoudre le conflit amiablement en prenant en charge les frais de recouvrement et pour autant que la redevance de 25 euros soit payée.

Cette proposition a été rejetée par les requérants qui ont exigé de la Commune le paiement de 250 Euros à titre de dommages et intérêts moraux.

Etant donné que le prétendu dommage moral subi par les requérants n'était étayé par aucun élément, le litige s'est poursuivi.

7) Le 27 août 2018, la Commune, sur conseil de son avocat, a retiré l'acte de contrainte qui faisant l'objet du recours et ce afin de régulariser la procédure de recouvrement du point de vue des exigences légales (article 137 bis NLC) **puisque, comme signalé plus haut, nous aurions dû envoyer la contrainte par recommandé.**

8) Le 14 janvier 2019, le Tribunal de première instance rend son jugement. Le Tribunal prend acte de la décision de retrait de la contrainte litigieuse.

Toutefois et contrairement à ce que laisse entendre les requérants, le Tribunal donne bien raison à la Commune sur la question du bon usage de l'emploi des langues.

Le Tribunal précise bien en conclusion qu'il appartenait à Madame – titulaire de l'immatriculation- d'introduire une réclamation en son nom et dans la langue de son choix, ce qu'elle n'a pas fait (la validité du courrier de la

Commune du 29 septembre 2016 est donc confirmée).

9) Le 24 août 2018, la Commune adresse à Madame (en néerlandais cette fois) un rappel de paiement par voie recommandé conformément à ce que prévoit la procédure de recouvrement de l'article 137 bis de la NLC.

10) Le 29 août 2018, Madame conteste la procédure de recouvrement au motif que ses droits de la défense sont violés, les faits justifiant la redevance datant de plus de deux ans.

11) Le 19 septembre 2018, la Commune répond que les faits n'ont pas été dénoncés en 2016 et que ce n'est qu'en août 2018 que la redevable a évoqué pour la première fois l'irrégularité du constat dressé en 2016.

12) Le 14 mars 2019, le jugement du Tribunal est signifié à la Commune ;

13) Le 9 avril 2019, une déclaration de créance est signifié à la commune – **moins d'un mois avant le délai d'appel. Cette somme concerne des frais de procédure liés à l'action en justice voulue par les redevables, elle n'est versée aucunement sur leur compte. Nous n'avons par ailleurs aucune raison de nous dépêcher de payer étant donné le délai d'appel encore en cours.**

14) Le 14 mai 2019 à 10h, le Collège prend acte du jugement et charge le receveur de payer la somme de 1.739,56 EURO sur le compte de l'avocat de Madame .

15) le lendemain, sans respect des procédures habituellement de mise dans les saisies par huissiers, un huissier de justice se rend à la Commune pour dresser un inventaire des biens saisissables. Du jamais vu. Non seulement il suffisait de vérifier que nous avons bien payé préalablement (ce qui était une question de minutes puisque le point venait de passer au collège), mais encore les biens ne sont en réalité pas saisissables car appartenant au domaine public. De surcroit, la liste dressée par l'huissier était tellement brouillonne qu'en cas de saisie réelle les tableaux n'étaient même pas identifiables précisément. Du grand n'importe quoi.

Notre receveur a bien entendu payé – sous déduction des frais de serrurier qui étaient erronément chargés- encore n'importe quoi – puisque personne n'a dû forcer les portes de l'administration dans cette affaire, le bâtiment communal étant un bâtiment librement accessible.

Bref : pas de mauvais usage de l'emploi des langues, pas de saisie de tableaux, juste une facture pour les frais d'une procédure de justice initiée par des citoyens ayant monté en épingle une petite erreur administrative.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin-e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 27.06.19

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Matthieu Pillois (LB) betreffende de beslaglegging op kunstwerken uit het gemeentehuis#

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,
Geachte mevrouw de burgemeester,
Geachte collega's,

Op 23 mei jongstleden vernamen we via de pers dat er beslag was gelegd op 18 kunstwerken uit het gemeentehuis aangezien de gemeente zou hebben geweigerd om een schadevergoeding van 2.047 euro te betalen omdat ze niet is ingegaan op het verzoek van een Nederlandstalige bestuurder om de procedure te voltooien in zijn moedertaal met betrekking tot een parkeerbon van 25 euro.

Mijn vragen luiden als volgt:

Kunt u ons de grond van de zaak toelichten en uitleggen waarom precies de gemeente werd veroordeeld tot het betalen van deze schadevergoeding?

Heeft de gemeente inmiddels het gevraagde bedrag betaald en heeft ze de in beslag genomen kunstwerken terug in haar bezit?

Wat is de gemeente van plan om te ondernemen zodat een dergelijke situatie zich in de toekomst niet meer voordoet?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Referentie: <https://www.hln.be/de-krant/parkeerbon-van-25-euro-kost-gemeente-2-047-euro~afddeb3a/>

• Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester

Dank u voor uw vraag.

Ik kan u meteen geruststellen: er werd geen enkel schilderij in beslag genomen en de pers heeft helaas volstrekt verkeerde informatie verspreid.

Alvorens dit specifieke dossier te bespreken, wil ik de context van dit geschil toelichten.

Het spreekt voor zich dat onze gemeente geen juridische stappen heeft ondernomen en niet voor niets 2.000 euro heeft neergeteld voor een eenvoudige parkeerretributie van 25 euro.

De waarheid is dat de echtgenoot van de persoon die de retributie dient te betalen, advocaat is en alle mogelijke middelen heeft ingezet om de betaling van deze retributie te betwisten.

Daarbij heeft hij enkele principiële bezwaren aangevoerd, die in onze praktijk van belang zijn omdat ze in veel andere dossiers voorkomen, zowel met betrekking tot parkeerretributies als wat de volgende punten betreft:

- Wat is de geldigheid van een vaststelling die of proces-verbaal dat in de taal van de houder van de nummerplaat is opgesteld wanneer de gebruiker een andere taalkundige rol heeft? Concreet heeft dit betrekking op een groot deel van de processen-verbaal betreffende leasingvoertuigen, omdat de houder van de nummerplaat een bedrijf is en we vaststellen dat ze het Nederlands gebruiken, terwijl veel gebruikers die een overtreding begaan Franstalig zijn. Het gaat er dus om te achterhalen of een vaststelling die of proces-verbaal dat op grond van de bij de Dienst voor Inschrijvingen van Voertuigen (DIV) opgegeven taalrol is opgesteld, geldig is wanneer de gebruiker een andere taalrol heeft.
- Tussen het moment waarop de vaststelling wordt gedaan en naar de retributieplichtige wordt gestuurd of tussen het moment waarop het parkeerticket onder de ruitenwisser wordt geplaatst en het verzenden van het betaalorder naar de personen die de retributie of de boete niet hebben betaald verstrekt een periode van enkele maanden. Kan men zich op deze termijn beroepen om aan te voeren dat de verstreken termijn de retributieplichtige belet om zich de feiten te herinneren en zijn verdedigingsrecht op nuttige wijze uit te voeren?
- Moet het betalingsbevel van de ontvanger bij aangetekend schrijven worden verstuurd op straffe van nietigheid of volstaan andere bewijzen en de datum van de verzending? Zijn de procedureformaliteiten die het betalingsorder moeten omkaderen al dan niet op straffe van nietigheid voorgeschreven?

Het is op het vlak van dit laatste rechtspunt dat wij in de rechtbank hebben verloren. Wat de andere punten betreft, werd de geldigheid van onze handelingen door de rechter bevestigd.

Dit is wat er werkelijk gebeurde:

- 1) De gemeente stuurde een Franstalige inwonster van Etterbeek een forfaitaire parkeerretributie van 25 euro.
- 2) De partner van deze dame – die zich uitdrukt in het Nederlands - die fungeerde als gebruiker van het voertuig op het moment van de feiten verzocht om de documenten met betrekking tot de procedure voor invordering van de retributie in het Nederlands te ontvangen.
- 3) Per brief van 29 september 2016, (het is een oude zaak) liet de gemeente hem weten dat het retributiereglement erin voorziet dat de retributie verschuldigd is door **de nummerplaathouder van het voertuig**. De klacht is dan ook niet-ontvankelijk verklaard waarbij de procedure voor invordering werd voortgezet in het Frans ten laste van mevrouw.
- 4) De heffingsplichtige heeft doelbewust geweigerd om de haar gevorderde retributie van 25 euro te betalen, wat de gemeenteontvanger ertoe bracht om een dwangbevel te laten betekenen op 14 november 2017. **Welnu, hier is sprake van onze enige fout: we hebben dit dwangbevel niet per aangetekende post laten betekenen.**
- 5) Op 3 januari 2018 ontvangt de gemeente een kopie van het bij de rechtbank ingediende verzoekschrift tegen de procedure voor invordering van de onbetaalde retributie.
- 6) Op 9 januari 2018 stelt het College voor om het conflict via een minnelijke schikking op te lossen door de invorderingskosten te betalen en op voorwaarde dat de retributie van 25 euro wordt betaald.

Dit voorstel werd verworpen door de verzoekers die ten aanzien van de gemeente een morele schadevergoeding van 250 euro eisten.

Aangezien de vermeende morele schadevergoeding geleden door de verzoekers niet met ondersteunend bewijsmateriaal werd gestaafd, werd het geschil voortgezet.

- 7) Op 27 augustus 2018, trekt de gemeente, op aanraden van haar advocaat, het dwangbevel dat het voorwerp uitmaakt van het beroep in en dit om de procedure voor invordering ten opzichte van de wettelijke eisen te regulariseren (artikel 137 bis NGW) **aangezien we, zoals reeds gezegd, het dwangbevel per aangetekende post hadden moeten laten betekenen.**

- 8) Op 14 januari 2019 doet de rechtbank van Eerste Aanleg een uitspraak. De rechtbank neemt nota van de beslissing tot intrekking van het litigieuze dwangbevel.

Echter en in tegenstelling tot wat de verzoekers suggereren, stelt de rechtbank de gemeente in het gelijk inzake goed taalgebruik.

De rechtbank preciseert tot slot dat het aan mevrouw was – nummerplaathouder- om een klacht in te dienen namens zichzelf en in de taal van haar keuze, wat ze niet heeft gedaan (de geldigheid van de brief van de gemeente van 29 september 2016 is dus bevestigd).

9) *Op 24 augustus 2018 verstuurt de gemeente een aanmaning per aangetekende brief aan mevrouw (ditmaal in het Nederlands) overeenkomstig hetgeen bepaald is in de procedure voor invordering van artikel 137 bis van de NGW.*

10) *Op 29 augustus 2018 betwist mevrouw de procedure voor de invordering met als argument dat haar rechten van verdediging zijn geschonden, waarbij de feiten die de retributie rechtvaardigen dateren van meer dan twee jaar geleden.*

11) *Op 19 september 2018 antwoordt de gemeente dat de feiten niet werden betwist in 2016 en dat pas in augustus 2018 heffingsplichtige voor de eerste keer sprak over de onregelmatigheid van het proces-verbaal opgesteld in 2016.*

12) Op 14 maart 2019 wordt het vonnis van de rechtbank betekend aan de gemeente;

13) Op 9 april 2019 wordt een verklaring tot schuldvordering betekend aan de gemeente – **minder dan een maand vóór de beroepstermijn. Dit bedrag heeft betrekking op proceskosten verbonden aan de juridische stappen ondernomen door de heffingsplichtigen. Het werd geenszins op hun rekening overgemaakt. We hadden overigens geen enkele reden om haast te maken met de betaling aangezien de beroepstermijn nog aan het lopen was.**

14) Op 14 mei 2019 om 10 uur neemt het College nota van het vonnis en de ontvanger wordt belast met het betalen van het bedrag van 1.739,56 euro op de rekening van de advocaat van mevrouw.

15) de volgende dag, zonder naleving van de procedures die doorgaans gebruikelijk zijn bij beslagleggingen door deurwaarders, komt een gerechtsdeurwaarder langs bij de gemeente om er een inventaris op te stellen van voor beslag vatbare goederen. Ongehoord. Niet alleen volstond het om na te gaan dat we wel degelijk vooraf hadden betaald (wat een kwestie van minuten was aangezien het punt net behandeld was in het College), maar ook zijn de goederen eigenlijk niet voor beslag vatbaar omdat ze tot het openbaar domein behoren. Bovendien was de lijst van de gerechtsdeurwaarder zo slordig uitgewerkt dat de schilderijen in het geval van een werkelijke beslaglegging zelfs niet nauwkeurig identificeerbaar waren. Een grote puinhoop.

Onze ontvanger heeft uiteraard betaald – na aftrek van de kosten van de slotenmaker die ten onrechte werden aangerekend - ook weer flauwekul – aangezien in deze zaak niemand de deuren van het gebouw heeft moeten forceren, het gemeentehuis is immers een plek die voor iedereen vrij toegankelijk is.

Kortom: geen slecht taalgebruik, geen beslaglegging op schilderijen, enkel een factuur voor de juridische stappen ondernomen door burgers die een administratieve fout hebben opgeblazen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.06.19

**#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD)
: parking sauvage des trottinettes en libre-service#**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président du Conseil,

Chers Collègues,

Depuis plusieurs mois, la problématique du parking sauvage des trottinettes électriques en libre-service a rebondi plusieurs fois dans la presse. Danger pour les piétons, encombrement des trottoirs et des chaussées, risque de chute des engins... sont des conséquences de ce parking sauvage et de la désinvolture de certains utilisateurs de trottinettes.

En Région bruxelloise, je lis dans la presse que Bruxelles Mobilité et les 19 communes ont entrepris de répertorier les zones où le parking sauvage de ces trottinettes pourrait être interdit.

Pour obtenir un permis d'exploitation, les exploitants seront désormais tenus de veiller à ce que leurs trottinettes soient stationnées correctement et des amendes sont également prévues.

Dans ce cadre, je cite, les communes bruxelloises ont fourni une liste d'endroits où elles ne souhaitent plus voir de trottinettes stationnées.

Bruxelles Mobilité, en partenariat avec les autorités locales, doit ensuite étudier les possibilités d'interdiction dans les lieux en question.

Voici mes questions :

- Auderghem a-t-elle fourni une liste de zones où la commune ne souhaite pas voir de trottinettes stationnées ? Si oui, quels sont ces zones ?
- Quand prévoyez-vous d'obtenir une réponse de Bruxelles Mobilité ?
- Pratiquement, comment l'interdiction sera-t-elle mise en œuvre et contrôlée ?

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

- **Réponse de Monsieur Bruno Collard, Echevin**

- Auderghem a-t-elle fourni une liste de zones où la commune ne souhaite pas voir de trottinettes stationnées ? Si oui, quels sont ces zones ?

Non la commune d'Auderghem n'a pas fourni de zone d'interdiction de stationnement pour les trottinettes. En effet, ces interdictions doivent être liées à une spécificité de l'endroit comme cela a été dit lors des réunions de travail avec la Région. Il s'agit par exemple d'interdire le stationnement des trottinettes dans une rue piétonne ayant beaucoup de passage. (ex. Rue Neuve), certains lieux emblématiques comme la Grand Place, les parcs où le vélo est interdit.....

- Quand prévoyez-vous d'obtenir une réponse de Bruxelles Mobilité ?

Nous venons de recevoir une réponse de la Région ce 20 juin.

Un arrêté entrera en vigueur au 1^{er} septembre. Cinq communes ont désigné des zones où il est interdit de stationner des véhicules de cyclopartage.

Il s'agit essentiellement de rues piétonnes, de parcs où le vélo est interdit ou de lieux emblématiques reconnus par l'Unesco comme la Grand'Place.

Le courrier de la Région stipule :

« le Gouvernement n'instaure pas de zone NPZ (no parking zone) dans les rues où le stationnement pour les voitures est autorisé. Dans le code de la route ainsi que dans l'ordonnance on rappelle les règles générales relatives au stationnement des vélos (le stationnement ne peut en aucun cas gêner les piétons..). Des mesures d'accompagnement taillées sur mesure sont prévues : sensibilisation des utilisateurs au travers des applications des opérateurs, placement d'arceaux à vélo supplémentaires...

« Pour rappel, il s'agit d'un premier pas dans l'encadrement d'une mobilité durable en évolution rapide ».

D'autres mesures seront donc sans doute prises au fur et à mesure.

- Pratiquement, comment l'interdiction sera-t-elle mise en œuvre et contrôlée ?

Les zones d'interdiction seront imposées aux opérateurs d'engins partagés dès que la liste aura été publiée. Ce sera donc aux opérateurs de mettre en place un système permettant d'interdire le stationnement aux endroits définis.

Concrètement, cela pourrait se traduire par le même système que pour certains véhicules partagés. Ce système fonctionne sur la base suivante : il est impossible pour un utilisateur de mettre fin à sa course lorsque la voiture se trouve dans l'espace où le stationnement est interdit. N'ayant pas encore reçu d'informations officielles à ce sujet, c'est ce que nous supposons.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijns, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 27.06.19

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): wildparkeren van steps in zelfbediening#

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Al enkele maanden is het probleem van het wildparkeren van elektrische steps in zelfbediening al meermaals in de media uitvoerig ter sprake gekomen. Gevaar voor voetgangers, hinder voor stoepen en straten, valrisico bij de toestellen... zijn allemaal gevolgen van dit wildparkeren en van de achteloosheid van sommige stepgebruikers.

In het Brussels gewest lees ik in de media dat Brussel Mobiliteit en de 19 gemeenten begonnen zijn met het inventariseren van de zones waar wildparkeren van deze steps mogelijk verboden wordt.

Om een exploitatievergunning te verkrijgen, moeten de exploitanten er voortaan op toezien dat hun steps op een correcte manier worden geparkeerd en er wordt ook voorzien in boetes.

In dit kader, ik citeer, hebben de Brusselse gemeenten een lijst met plekken bezorgd waar ze geparkeerde steps willen weren.

Brussel Mobiliteit moet vervolgens, in samenwerking met de lokale overheden, de verbodsmogelijkheden op desbetreffende plaatsen onderzoeken.

Vandaar de volgende vragen:

- Heeft Oudergem een lijst bezorgd met zones waar de gemeente geparkeerde steps wil weren? Zo ja, over welke zones gaat het?
- Wanneer verwacht u een reactie te krijgen van Brussel Mobiliteit?
- Hoe zal het verbod in de praktijk worden uitgevoerd en gecontroleerd?

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

- **Antwoord van de heer Bruno Collard, schepen**

- Heeft Oudergem een lijst bezorgd met zones waar de gemeente geparkeerde steps wil weren? Zo ja, over welke zones gaat het?

Nee, Oudergem heeft geen lijst bezorgd met plekken waar er een parkeerverbod geldt voor steps. Deze verboden moeten namelijk verband houden met het specifieke karakter van de plek zoals is aangegeven tijdens de werkvergaderingen met het Gewest. Het kan bijvoorbeeld gaan om een parkeerverbod voor steps in drukke voetgangersstraten (bijvoorbeeld de Nieuwstraat), op bepaalde iconische locaties zoals de Grote Markt, in parken waar fietsen verboden zijn.....

- Wanneer verwacht u een reactie te krijgen van Brussel Mobiliteit?

We hebben zonet, op 20 juni, een antwoord gekregen van het Gewest.

Er zal op 1 september een besluit in werking treden. Vijf gemeenten hebben zones aangegeven waar het verboden is om fietsdeelvoertuigen te parkeren.

Het gaat voornamelijk om voetgangersstraten, parken waar fietsen verboden zijn en om iconische locaties, door de UNESCO erkend als werelderfgoed, zoals de Grote Markt.

Het schrijven van het Gewest bepaalt:

" De regering stelt geen NPZ-zone (no parking zone) in in straten waar het parkeren van auto's toegestaan is. In de wegcode alsook in de ordonnantie staan de algemene voorschriften betreffende het parkeren van fietsen vermeld (het parkeren mag in geen geval hinder veroorzaken voor de voetgangers). Er wordt voorzien in begeleidende maatregelen op maat: bewustmaking van de gebruikers via applicaties van de operatoren, plaatsing van extra fietsaanleunbeugels...

"We wijzen erop dat het gaat om een eerste stap in het ondersteunen van een duurzame snel evoluerende mobiliteit".

Andere maatregelen zullen dan ook ongetwijfeld geleidelijk aan worden genomen.

- Hoe zal het verbod in de praktijk worden uitgevoerd en gecontroleerd?

De parkeerverbodzones zullen worden opgelegd aan de operatoren van gedeelde voertuigen zodra de lijst gepubliceerd is. Het zal dan ook aan de operatoren zijn om een systeem op te zetten dat het mogelijk maakt om parkeren op de vastgelegde plekken te verbieden.

Dit zou in de praktijk via hetzelfde systeem kunnen dat wordt gebruikt bij bepaalde gedeelde voertuigen. Dit systeem hanteert het volgende principe: de gebruiker kan zijn rit niet beëindigen wanneer de auto zich bevindt in een zone waar parkeren verboden is. Aangezien we hieromtrent nog geen officiële informatie hebben ontvangen, gaan we daarvan uit.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.06.19

#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD) : projet immobilier B@ 1 (erronément dénommé Tenreuken)#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président du Conseil,

Chers Collègues,

Le 24 avril dernier s'est tenue une séance d'information des riverains à propos du permis de lotir dans l'espace entre les rues Van Hoorenbeek, Grand Forestier, Vanderborgh et Tenreuken.

Les étapes suivantes de ce dossiers étaient :

- L'enquête publique qui se déroulait du 30 avril au 29 mai 2019
- La Commission de concertation le 13 juin 2019
- La publication de l'avis de la Commission sur le site de la commune et son envoi à toutes les personnes qui ont réagi à l'enquête publique – *NB L'avis n'était pas encore en ligne au moment de l'envoi de la présente question – Question à mettre à jour après publication*
- Avis du Collège : 24 juin 2019

Mes questions sont les suivantes :

- Combien de personnes ont répondu à l'enquête publique ?
- Quelle était la nature de leurs remarques ou questions ?
- La Commission et le Collège ont-ils tenu compte de ces remarques et questions ?
- Dans quel délai prévisible peut-on attendre la réponse de la Région ?

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin**

Madame et Monsieur les Conseillers,

La demande de la S.A. B@1 SPORTS & LEISURE tend à lotir une propriété en 9 lots avec création de voirie, avenue Jean Van Horenbeeck 187, avenue du Grand Forestier et drève Joseph Vanderborcht.

La demande fait suite à deux demandes antérieures.

La demande initiale visait la création de 6 lots et d'une voirie, pour permettre la construction de maximum 115 unités de logements et 172 emplacements de stationnement. Un avis défavorable avait été émis en date du 15 décembre 2016. La région n'a pas statué sur cette demande.

Un dossier modificatif a été introduit à l'initiative du demandeur pour la création de 6 lots et d'une voirie, pour permettre sur 6 lots la construction de maximum 91 unités de logements et 140 emplacements de stationnement. Après nouvelle enquête publique, le 22 février 2018, la Commission de concertation a émis un avis favorable assorti de nombreuses et importantes conditions dont suppression de l'un des lots, limitation à maximum 50 logements, réduction des gabarits et diverses mesures afin de préserver au mieux les qualités environnementales du site. La région n'a pas statué sur cette demande.

Un nouveau dossier modificatif a été introduit à l'initiative du demandeur pour la création 9 lots destinés à la construction d'immeubles à appartements pour un ensemble de 88 appartements disposant de 134 emplacements de parking en sous-sol. Ces lots sont distribués à partir d'une voirie centrale comportant 2 zones de stationnement à l'air libre comptabilisant 35 emplacements.

Comme je le fais pour tout projet d'importance, afin d'informer les riverains et de leur permettre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, j'ai effectivement organisé une réunion publique le 24/04/2019.

Le dossier a été soumis à l'enquête publique du 30/04/2019 au 29/05/2019 et à l'avis de la commission de concertation le 13/06/2019.

Pendant l'enquête publique, vingt-huit lettres de réclamations individuelles, septante et une lettres-type, deux lettres en faveur du projet et dix lettres hors délai nous sont parvenues.

Les réclamations portent principalement sur :

- la densité de logements à l'hectare trop importante et les nuisances qui en découleront ;
- le projet qui ne tient pas compte des avis émis par la commission de concertation ;
- le projet qui ne tient pas compte des projets alentours ;
- le nombre de lots augmenté bien qu'il ait été demandé de le diminuer ;
- le projet d'une emprise au sol plus importante ;
- le projet qui réduit fortement les zones de jardins et qui propose des écarts trop faibles entre immeubles ;
- la hauteur des immeubles, de 11 à 15 m, alors que les immeubles environnants ont une moyenne de 7m sous corniche ;
- les 30 logements à l'hectare alors que la moyenne est de 20 logements à l'hectare ;
- le projet d'une ampleur démesurée et destructeur : effet barrière néfaste pour les habitats protégés entraînant leur extinction ;
- l'activité humaine générant mouvements, bruits et sources de lumière nuisibles pour les écosystèmes ;
- le projet qui compromet le maillage vert et porte atteinte à la biodiversité végétale et animale ;
- le supplément de 170 véhicules dans un quartier déjà saturé et dans une voirie inadaptée à cette augmentation de trafic ;
- l'augmentation du trafic dans l'avenue du Grand Forestier qui constituera un danger pour les piétons rejoignant le parc et générant des nuisances sonores pour les riverains
- l'excavation et imperméabilisation importante du sol avec risque de pollution des étangs situés en contrebas ;
- les couloirs écologiques, le placement de nichoirs, les mesures d'atténuation qui ne pourront compenser

la perte des espèces ;

- l'impact significatif sur l'environnement et le bien-être des habitants ;
- la demande de conserver l'espace boisé et sous-bois de la partie du site qui longe l'avenue du Grand Forestier sur une largeur plus étendue afin de préserver une continuité verte réelle avec le Parc Ten Reuken ;
- la demande de préserver l'avenue du Grand Forestier, située face à une zone Natura 2000, des nuisances du trafic soit en créant l'accès vers la drève Joseph Vanderborght, soit en répartissant le trafic sur ces deux voiries ;
- la demande de mettre en place un couloir écologique qui fait un lien entre les zones vertes et Natura 2000 et d'établir un plan de gestion favorisant la présence et le déploiement de la biodiversité sur cette partie du territoire ;
- la demande de réaliser une étude globale des incidences des projets.

Le 13/06/2019, la Commission de concertation a émis à l'unanimité un avis défavorable sur le projet. Cet avis est très amplement motivé et a été rédigé en présence du représentant du fonctionnaire délégué de la région qui aura à se prononcer.

Le 18/06/2019, le Collège a rejoint cet avis.

Je ne suis pas en mesure de préciser la date d'une décision future de la région. En toute logique, cette décision devrait être un refus... sauf si une nouvelle fois, le demandeur revoit sa copie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin-e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 27.06.19

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open
VLD): vastgoedproject B@ 1 (ten onrechte Tenreuken genoemd)#**

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Op 24 april jongstleden vond er een informatievergadering plaats voor de buurtbewoners over de verkavelingsvergunning binnen de ruimte tussen de Jean Van Horenbeecklaan, de Woudmeesterlaan, de Joseph Vanderborghdreef en Tenreuken.

De volgende stappen bij dit dossier:

- het openbaar onderzoek dat plaatsvond van 30 april tot 29 mei 2019
- de overlegcommissie van 13 juni 2019
- publicatie van het advies van de Commissie op de website van de gemeente en toezending aan alle personen die hebben gereageerd op het openbaar onderzoek – *NB het advies was nog niet online gezet op het moment van versturen van deze vraag – Vraag bij te werken na publicatie*
- Advies van het College: 24 juni 2019

Mijn vragen luiden als volgt:

- Hoeveel personen hebben gereageerd op het openbaar onderzoek?
- Wat was de aard van hun opmerkingen of vragen?
- Hebben de Commissie en het College met deze opmerkingen en vragen rekening gehouden?
- Binnen welke termijn mogen we een antwoord verwachten van het Gewest?

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Geachte dames en heren raadsleden

De aanvraag van de nv B@1 SPORTS & LEISURE heeft betrekking op het verkavelen van een eigendom in negen loten met straataanleg, Jean Van Horenbeecklaan 187, Woudmeesterlaan en Joseph Vanderborghdreef.

De aanvraag volgt op twee eerdere ingediende aanvragen.

De oorspronkelijke aanvraag beoogde de creatie van zes loten en straataanleg, om de bouw van maximaal 115 wooneenheden en 172 parkeerplaatsen mogelijk te maken. Er werd een ongunstig advies uitgebracht op 15 december 2016. Het Gewest heeft zich over deze aanvraag niet uitgesproken.

Er werd, op initiatief van de aanvrager, een wijzigingsdossier ingediend voor de creatie van zes loten en straataanleg, om de bouw van maximaal 91 wooneenheden en 140 parkeerplaatsen mogelijk te maken. Na een nieuw openbaar onderzoek heeft de Overlegcommissie op 22 februari 2018 een gunstig advies uitgebracht met daaraan gekoppeld vele en belangrijke voorwaarden waaronder het schrappen van één van de loten, de beperking tot maximaal 50 woningen, de vermindering van de bouwprofielen en diverse maatregelen om zo goed mogelijk de milieukwaliteit van de locatie te handhaven. Het Gewest heeft zich over deze aanvraag niet uitgesproken.

Er werd, op initiatief van de aanvrager, een nieuw wijzigingsdossier ingediend in verband met de creatie van negen loten bedoeld om appartementsgebouwen op te trekken voor een totaal van 88 appartementen die beschikken over 134 ondergrondse parkeerplaatsen. Deze loten worden verdeeld op basis van een centrale openbare weg die bestaat uit twee parkeerzones met 35 parkeerplaatsen.

Teneinde de buurtbewoners te informeren en ze in staat te stellen met volledige kennis van zaken een advies te geven, heb ik, zoals ik altijd doe voor elk belangrijk project, inderdaad een openbare vergadering georganiseerd op 24/04/2019.

Het dossier werd onderworpen aan het openbaar onderzoek van 30/04/2019 tot 29/05/2019 en werd ter advies voorgelegd aan de overlegcommissie op 13/06/2019.

Tijdens het openbaar onderzoek hebben we 28 individuele bezwaarbrieven, 71 standaardbrieven, twee brieven met steun voor het project en tien brieven buiten de termijn ontvangen.

De bezwaren hebben voornamelijk betrekking op:

- een te grote dichtheid van woningen per hectare en de daaruit voortvloeiende overlast;
- het project dat geen rekening houdt met de door de overlegcommissie uitgebrachte adviezen;
- het project dat geen rekening houdt met de projecten in de omgeving;
- het toegenomen aantal loten hoewel er was gevraagd om ze te verminderen;
- het project met toenemende grondinname;
- het project dat de tuingebieden aanzienlijk vermindert en dat te weinig afstand biedt tussen de gebouwen;
- de hoogte van de gebouwen, gaande van 11 tot 15 m, terwijl de omliggende gebouwen een gemiddelde kroonlijsthoogte van 7 m hebben;
- de 30 woningen per hectare terwijl het gemiddelde 20 woningen per hectare bedraagt;
- het project gekenmerkt door een buitensporige en vernietigende omvang: nefast barrière-effect voor de beschermde habitats waardoor ze verdwijnen;
- de menselijke activiteiten die beweging, lawaai en licht voortbrengen met schadelijke invloed voor de ecosystemen;
- het project dat een bedreiging vormt voor het groene netwerk en de plantaardige en dierlijke biodiversiteit schaadt;
- de extra 170 voertuigen in een wijk die al verzadigd is en met een openbare weg die niet aangepast is aan deze toename van het verkeer;

- de toename van het verkeer in de Woudmeesterlaan, wat gevaarlijk zal zijn voor de voetgangers die het park willen bereiken en wat zal zorgen voor geluidsoverlast voor de omwonenden
- de uitgraving en de afsluiting van de bodem met risico op verontreiniging van de lager gelegen vijvers;
- de ecologische corridors, de plaatsing van nestkastjes, verzachtende maatregelen die het verlies van soorten niet zullen compenseren;
- de aanzienlijke impact op het milieu en het welzijn van de inwoners;
- het verzoek voor het behouden van het bosrijke gebied en het kreupelbos van het gedeelte van de locatie dat loopt langs de Woudmeesterlaan over een ruimere breedte om een echt groen snoer aan te houden met het Ten Reukenpark;
- het verzoek om de Woudmeesterlaan te bewaren, gelegen tegenover een Natura 2000-gebied, verkeershinder door het creëren van een toegang richting de Joseph Vanderborghtdreef ofwel door het verkeer over deze twee openbare wegen te verdelen;
- het verzoek om een ecologische corridor aan te leggen die de groengebieden en de Natura 2000-gebieden verbinden en uitwerken van een beheersplan voor het bevorderen van de aanwezigheid en de ontwikkeling van de biodiversiteit op dit gedeelte van het grondgebied;
- het verzoek om een algemene effectenstudie in verband met de projecten uit te voeren.

Op 13/06/2019 heeft de Overlegcommissie een unaniem ongunstig advies over het project uitgebracht. Dit advies is uitvoerig met redenen omkleed en is opgesteld in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de gedelegeerde ambtenaar van het Gewest dat hierover een uitspraak moet doen.

Op 18/06/2019 sluit het College zich aan bij dit advies.

Ik kan niet de precieze datum aangeven waarop het Gewest een beslissing zal nemen. Logischerwijs zou deze beslissing een weigering moeten inhouden, behalve wanneer de aanvrager, nogmaals, zijn aanvraag herziet.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Conseillers communaux.

Séance du 27.06.19

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (LB) : "Saint-Vide-Leegbeek": la 20e commune de Bruxelles est née... pour dénoncer les logements inoccupés#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Mesdames Messieurs les Echevins,
Madame la Bourgmestre
Chers Collègues,

Le 17 avril 2019, nous découvrons une nouvelle commune à Bruxelles. Elle s'appelle Saint-Vide-Leegbeek et c'est désormais la 20e commune autoproclamée. Une commune composée par les espaces vides qui de la capitale. Elle compte 6.8 millions de m² vacants, ce qui correspond tout de même à la superficie de la commune d'Ixelles ! Longtemps restés inaperçus car parsemés à travers la ville, les bâtiments publics, innombrables friches industrielles, surfaces de bureaux, immeubles d'appartements ou encore maisons unifamiliales ne peuvent plus être ignorés. Force est de constater qu'aucun type de bâtiment n'est épargné par la vacance immobilière à Bruxelles.

Vous le savez, la crise du logement est perpétuelle à Bruxelles : 44.000 familles sont en attente d'un logement social (une attente d'en moyenne 7 ans), les prix locatifs ont doublés entre 2000 et 2010, plus de 4000 personnes sont sans-abri, un tiers de la population vit dans un logement inadéquat...

Les causes de la vacance immobilière sont nombreuses, les opportunités que leur occupation temporaire peut offrir à la ville aussi.

Plus précisément, Saint-Vide prône une utilisation des espaces vacants, tant publics que privés :

- à des fins sociétales et non-lucratives
- dans une démarche d'inclusion de tous les publics, avec une attention particulière portée aux personnes marginalisées et écartées du marché locatif classique ;
- qui offre une protection maximale des droits des occupant.e.s (habitant.e.s, porteurs et porteuses de projets confondu.e.s)
- ancrée dans leurs quartiers et répondant aux enjeux locaux ;

Quelles est la politique du Collège afin de lutter contre l'inoccupation des espaces qu'ils soient de logement, de bureaux ou de commerces ? Quelles politiques auraient déjà été mises en œuvre ?

Le collège envisage-t-il un partenariat avec l'association pour ce qui concerne bien évidemment son territoire ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie Paulissen

Conseillère communale - LB

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.**

Afin de lutter efficacement contre les logements inoccupés, la commune d'Auderghem se donne les moyens nécessaires : une cellule spécifique rattachée au service juridique et au service des taxes est chargée de l'établissement d'un cadastre des biens inoccupés, de l'interpellation des propriétaires des immeubles inoccupés, de l'enrôlement de la taxe et du suivi de la procédure administrative.

1. Le nombre d'immeubles recensés comme inoccupés sur le territoire de la Commune

2016	2017	2018	2019 (recensement en cours)
33	34	36	5

En 2016 : 33 immeubles recensés comme étant inoccupés

En 2017 : 34 immeubles recensés comme étant inoccupés

En 2018 : 36 immeubles recensés comme étant inoccupés

En 2019 : 5 immeubles recensés comme étant inoccupés (le recensement se poursuit)

2. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales générées par la taxe sur les immeubles inoccupés au cours des trois dernières années sont stables.

Pour l'exercice d'imposition **2016**, **175.963,00 Euros** ont été enrôlés.

Pour l'exercice d'imposition **2017**, **191.904,00 euros** ont été enrôlés.

Pour l'exercice d'imposition **2018**, un montant de **225.741,76 euros** a déjà été enrôlé.

Bien que les taxes relatives à l'exercice d'imposition 2018 peuvent être enrôlées jusqu'au 30 juin 2019, les recettes de l'exercice d'imposition 2018 ne devraient pas dépasser ce montant.

Pour l'exercice d'imposition **2019**, un montant de **89.791 euros** a été enrôlé. Le recensement des immeubles inoccupés se poursuivant, le montant exact de la recette de l'exercice d'imposition 2019 n'est pas encore connu.

Montant des enrôlements (Exercice 2016, 2017, 2018 et 2019 (en cours))

2016	2017	2018 (enrôlement possible jusqu'au 30.06.2019)	2019 (enrôlement possible jusqu'au 30.06.2020)
175.963,00 euros	191.904,00 euros	225.741,76 euros (situation au 24.06.19)	89.791 euros (situation au 24.06.19)

Montant des taxes payées

2016	2017	2018	2019
------	------	------	------

159.990,00 Euros	167.701,00 Euros	168337,36 Euros	/
------------------	------------------	-----------------	---

En ce qui concerne le montant des taxes enrôlées, il ne faut pas perdre de vue que celles-ci peuvent varier fortement d'un exercice d'imposition à l'autre étant donné la vitalité du secteur immobilier et des mutations immobilières en seconde couronne.

Par exemple, la **fermeture du magasin Aldi**, chaussée de Wavre n°1805-1811 en 2018 implique à elle seule l'enrôlement d'une taxe d'un montant de 15.000,00 Euros. Il est de même de la **fermeture** bâtiment annexe de **l'ancienne pompe à essence Shell** situé boulevard du Souverain 55 qui implique l'enrôlement d'une taxe d'un montant de 9.855,00 Euros.

3. Les mesures exceptionnelles adoptées

La mise en place d'un outil efficace dans la lutte contre les immeubles inoccupés implique également des mécanismes plus contraignants qui restent cependant exceptionnels :

Le Conseil communal a ainsi décidé d'entamer des procédures judiciaires de **ventes forcées** des immeubles abandonnés situé **rue du Vieux Moulin 67 et chaussée de Wavre 1772**.

Ces procédures se sont soldées par des jugements favorables du tribunal de première instance et les dossiers ont été transmis au huissier instrumentant. Les ventes forcées de ces immeubles sont prévues le 25 juin et le 12 septembre 2019. L'objectif poursuivi est à nouveau de réaffecter l'immeuble à des fins de logement.

4. La réhabilitation des logements et la gestion publique des immeubles

Le bilan de l'action communale en matière de lutte contre les logements inoccupés est positif. En effet, on constate que :

Nombre d'immeubles remis sur le marché dans l'année qui suit l'enrôlement de la taxe communale

2016	2017	2018
39	14	21

Nombre d'immeubles dont l'inoccupation a persisté durant plus d'une année
--

2016	2017	2018
21	20	8

Malheureusement, le mécanisme de gestion publique systématiquement proposé par la commune aux propriétaires de biens inoccupés n'a pas apporté les résultats escomptés. Sur les 96 invitations envoyées en 2016 aucune réponse positives n'a été reçue.

La réquisition suivant la loi Onkelinckx a également été un échec.

C'est pourquoi la commune est en train de revoir la proposition systématique de gestion publique. Nous informons désormais les propriétaires de biens inoccupés des alternatives envisageables afin de permettre la réoccupation – même temporaire - de leur bien et, par conséquent, d'éviter la taxe communale. Ces alternatives comprennent la possibilité pour ces propriétaires de mettre leur bien à la disposition d'une A.I.S. avec l'envoi d'une brochure d'information de la FEDAIS qui est systématiquement jointe au courrier accompagnant le constat d'inoccupation. Nous les invitons aussi à une prise de contact avec la plateforme citoyenne BXLRefugees, cette A.S.B.L. s'occupant de trouver des logements pour les migrants à Bruxelles.

Ces dernières démarches participent à la promotion de la réoccupation effective des biens inoccupés. Toutefois, les propositions de recourir aux AIS come à BxlRefugees étant récents, aucune donnée relative à son succès ne peut être donnée actuellement.

Enfin, en ce qui concerne des immeubles inoccupés taxés depuis plusieurs années (exemple : une personne âgée vit dans une maison de repos et son précédent logement reste inoccupé – la taxe pour inoccupation est payée

chaque année sans contestation), l'administration adresse spontanément aux propriétaires de ces biens une communication concernant les alternatives envisageables pour permettre la réoccupation de leur bien.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin-e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Sophie de Vos, <i>Burgemeester</i> ; Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 27.06.19

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Stéphanie Paulissen (LB): "Saint-Vide-Leegbeek": de twintigste
Brusselse gemeente is geboren... om de leegstaande woningen aan de kaak te stellen#**

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mijnheer de voorzitter,
Geachte dames en heren schepenen,
Mevrouw de burgemeester,
Geachte collega's,

Op 17 april 2019 ontdekten we een nieuwe gemeente in Brussel. Ze heet Saint-Vide-Leegbeek en ze heeft nu zichzelf uitgeroepen tot twintigste gemeente. Een gemeente die bestaat uit de lege ruimtes van de hoofdstad. Ze telt 6,8 miljoen ongebruikte vierkante meters, wat niettemin overeenkomt met de oppervlakte van de gemeente Elsene! Lange tijd onopgemerkt gebleven omdat ze zich verspreid over de stad bevinden, kunnen de openbare gebouwen, ontelbare verlaten industrieterreinen, kantoorpanden, appartementsgebouwen maar ook eengezinswoningen niet langer worden genegeerd. Helaas moeten we vaststellen dat geen enkel soort gebouw ontkomt aan het leegstaande vastgoed in Brussel.

Zoals u weet, blijft de huisvestingscrisis in Brussel maar aanhouden: 44.000 gezinnen wachten op een sociale woning (gemiddelde wachttijd van zeven jaar), de huurprijzen zijn verdubbeld tussen 2000 en 2010, meer dan 4000 daklozen, een derde van de bevolking verkeert in slechte huisvestingssituaties...

De oorzaken voor het leegstaande vastgoed zijn talrijk, ook talrijk zijn de mogelijkheden voor de stad in verband met het tijdelijke gebruik ervan.

Meer in het bijzonder is Saint-Vide-Leegbeek voorstander van het gebruik van vrije ruimten, zowel van openbare als privégebouwen:

- om maatschappelijke en niet-winstgevende doeleinden
- met het oog op een inclusieve benadering ten aanzien van alle doelgroepen, met bijzondere aandacht voor mensen die in een achterstandspositie verkeren en van de klassieke huurmarkt worden uitgesloten;
- dat maximale bescherming biedt in verband met de rechten van de bewoners (inwoners, initiatiefnemers van alle projecten samen)

- verankerd in hun wijken en inspeland op de lokale uitdagingen;

Wat is het beleid van het College om de strijd aan te gaan tegen de ongebruikte ruimten, of het nu gaat om woningen, handelszaken of kantoren? Welke beleidsmaatregelen zijn al ten uitvoer gebracht?

Is het college van plan om een partnerschap aan te gaan met het verenigingsleven voor datgene wat uiteraard verband houdt met zijn grondgebied?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie Paulissen

Gemeenteraadslid - LB

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester**

Om de strijd tegen de leegstaande woningen efficiënt aan te gaan, zet de gemeente Oudergem de nodige middelen in: een specifieke cel die is verbonden aan de juridische dienst en de dienst belastingen is belast met het opstellen van een register van de leegstaande gebouwen, het interpelleren van de eigenaars van leegstaande gebouwen, de inkohiering van de belasting en met de follow-up van de administratieve procedure.

1. Het aantal leegstaande gebouwen dat op het grondgebied van de gemeente werd geteld

2016	2017	2018	2019 (telling aan de gang)
33	34	36	-5

In 2016: 33 als leegstaand geregistreerde gebouwen

In 2017: 34 als leegstaand geregistreerde gebouwen

In 2018: 36 als leegstaand geregistreerde gebouwen

In 2019: 5 als leegstaand geregistreerde gebouwen (de telling wordt voortgezet)

2. Fiscale ontvangsten

De fiscale ontvangsten die voortvloeien uit de inning van de leegstandsbelasting, zijn in de voorbije drie jaar stabiel gebleven.

Voor **aanslagjaar 2016** werd **175.963,00 euro** ingekohierd.

Voor **aanslagjaar 2017** werd **191.904,00 euro** ingekohierd.

Voor aanslagjaar **2018** werd al een bedrag van **225.741,76 euro** ingekohierd.

Hoewel de belastingen betreffende aanslagjaar 2018 tot 30 juni 2019 kunnen worden ingekohierd, zouden de ontvangsten van aanslagjaar 2018 dit bedrag niet mogen overschrijden.

Voor aanslagjaar **2019** werd een bedrag van **89.791 euro** ingekohierd. Aangezien de telling van de leegstaande woningen wordt voortgezet, is het exacte bedrag van de ontvangsten van aanslagjaar 2019 nog niet bekend.

Bedrag van de inkohieringen (aanslagjaar 2016, 2017, 2018 en 2019 (lopend))

2016	2017	2018 (inkohiering mogelijk tot 30.06.2019)	2019 (inkohiering mogelijk tot 30.06.2020)
175.963,00 euro	191.904,00 euro	225.741,76 euro (situatie op 24.06.19)	89.791 euro (situatie op 24.06.19)

Bedrag van de betaalde belastingen

2016	2017	2018	2019
159.990,00 euro	167.701,00 euro	168337,36 euro	/

Wat het bedrag van de ingekohierde belastingen betreft, moet er rekening mee worden gehouden dat deze sterk kunnen variëren van het ene aanslagjaar tot het andere gelet op de vitaliteit van de vastgoedsector en de overdracht van onroerende goederen in de tweede kroon.

De **sluiting van de Aldi-winkel**, Waversesteenweg nr. 1805-1811 in 2018 was bijvoorbeeld alleen al goed voor de inkohiering van een belasting van 15.000,00 euro. Dit is ook het geval voor de **sluiting** van het bijgebouw van **het voormalige Shell-tankstation** in de Vorstlaan 55, waarvoor een belasting van 9.855,00 euro werd ingekohierd.

3. De aangenomen uitzonderlijke maatregelen

De invoering van een efficiënt middel ter bestrijding van de leegstand houdt ook steeds dwingendere mechanismen in, die echter uitzonderlijk blijven:

Zo heeft de gemeenteraad beslist om een gerechtelijke procedure in te stellen voor de **gedwongen verkopen** van de leegstaande gebouwen in de **Oude Molenstraat 67 en de Waversesteenweg 1772**.

Deze procedures resulteerden in gunstige uitspraken van de rechtbank van eerste aanleg en de dossiers werden overgemaakt aan de instrumenterende gerechtsdeurwaarder. De gedwongen verkopen van deze gebouwen staan ingepland voor 25 juni en 12 september 2019. Het nagestreefde doel bestaat erin om het gebouw te herbestemmen voor huisvestingsdoeleinden.

4. De renovatie van de woningen en het overheidsbeheer van gebouwen

De balans van de gemeenteactie inzake de strijd tegen leegstand is positief. Er is immers vastgesteld dat:

Aantal opnieuw op de markt geplaatste woningen in het jaar na de inkohiering van de gemeentebelasting
--

2016	2017	2018
39	14	21

Aantal gebouwen waarvan de leegstand meer dan één jaar heeft geduurd

2016	2017	2018
21	20	8

Het mechanisme van het overheidsbeheer dat door de gemeente systematisch aan eigenaars van leegstaande gebouwen wordt voorgesteld, heeft helaas niet de verwachte resultaten opgeleverd. In 2016 werden 96 uitnodigingen verstuurd, waarop geen enkel positief antwoord werd ontvangen.

De opeisingsprocedure in het kader van de wet Onkelinx was eveneens een mislukking.

Daarom herzielt de gemeente momenteel de praktijk die erin bestaat om systematisch een voorstel te doen in verband met het overheidsbeheer. We informeren inmiddels de eigenaars van leegstaande gebouwen over eventuele alternatieven om hun gebouw – zelfs tijdelijk - opnieuw in gebruik te nemen en bijgevolg gemeentebelasting te vermijden. Deze alternatieven omvatten voor deze eigenaars de mogelijkheid om hun gebouw ter beschikking te stellen van een SVK met de toezending van een FEDSVK-informatiebrochure die systematisch wordt gevoegd bij de brief die bij de vaststelling van de leegstand zit. We verzoeken ze ook om contact op te nemen met het burgerplatform BXLRefugees. Deze vzw gaat in Brussel op zoek naar woningen voor migranten.

Laatstgenoemde maatregelen dragen bij aan het promoten van de daadwerkelijke wederingebruikname van leegstaande gebouwen. De voorstellen om zich te richten tot een SVK of tot BxlRefugees zijn van recente datum waardoor er momenteel nog geen gegevens voorhanden zijn in verband met het succes ervan.

Tot slot, wat de al sinds enkele jaren belaste leegstaande gebouwen betreft (voorbeeld: een oudere persoon woont in een rusthuis waarbij zijn vorige woning blijft leegstaan – de belasting op leegstaande woningen wordt ieder jaar zonder betwisting betaald), stuurt de gemeente spontaan een brief aan de eigenaars van deze gebouwen om ze te informeren over eventuele alternatieven om hun gebouw opnieuw in gebruik te nemen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Conseillers communaux.

Séance du 27.06.19

#Objet : Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) : mise à disposition des documents relatifs au PAD#

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre ff, Mesdames et Messieurs les Echevins, Monsieur le Président du Conseil,

Chers collègues,

Lors de la commission « Urbanisme » de mardi dernier, Monsieur l'échevin, nous a informé qu'il allait réfléchir à la mise à disposition des documents relatifs au PAD.

Il est possible que le bureau Perspectives mettent certains documents en ligne, ce qui rendrait la consultation plus aisée pour tout un chacun.

Actuellement, si l'on désire une copie de certains documents et que l'on se rend au service urbanisme, cela représente un coût certain.

Je prends pour exemple le rapport d'incidence de l'enquête publique qui avait été organisée suite à la demande de Parking Brussels de modifier et gérer le parking sous le viaduc.

Ce rapport comptait 74 pages, et si j'avais dû payer les copies, cela m'aurait coûté 84,50 €.

Je n'ose imaginer ce que coûterait une copie du rapport d'incidence du PAD.

Le PAD étant un projet qui suscite beaucoup d'interrogations, nous supposons et espérons que de nombreux citoyens s'y intéresseront lors de l'enquête publique qui se déroulera à l'automne, viendront consulter les documents ou mieux encore en demanderont des exemplaires afin de pouvoir donner un avis après les avoir consultés dans de bonnes conditions.

L'éventuel coût de copies ne peut être un frein à la transparence et à la participation citoyenne.

Mes questions sont les suivantes :

- • Avez-vous déjà des pistes de réflexion au niveau communal ?
- • Envisagez-vous de transférer les documents à qui le demande sous forme numérique ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Nathalie WYNS, conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

• Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin

Madame et Monsieur les Conseillers,

La volonté du Collège est d'impliquer activement les conseillers communaux dans cet important projet. C'est pourquoi nous avons organisé à votre intention 2 réunions d'information.

Nous vous avons transmis ce mardi un lien vous permettant de télécharger les documents du PAD qui ont été approuvés en 1ère lecture par le Gouvernement. Nous n'avons pas encore reçu de documents en néerlandais.

Ces documents volumineux vous ont été transmis pour vous permettre de préparer efficacement les travaux du conseil dont l'avis sera sollicité pendant la phase d'enquête publique dont l'organisation doit encore être précisée par la région.

Il vous a été demandé de ne pas diffuser ce document ou des parties de celui-ci afin de respecter les dispositions légales de consultation qui sont prévues.

Nous sommes en attente des initiatives que prendra la région pour communiquer efficacement ces documents au public. Nous veillerons à les compléter si nécessaire. Vu le volume des documents, la diffusion numérique semble la plus appropriée et la plus abordable.

Nous allons associer toute la population à cette réflexion. Nous souhaitons une large participation de chacun pour définir au mieux le devenir de ces sites et des ces espaces publics.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin-e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 27.06.19

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160): ter beschikking stellen van de documenten met betrekking tot het RPA#

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mevrouw de waarnemend burgemeester, geachte dames en heren schepenen, geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Tijdens de Commissie "Stedenbouw" van afgelopen dinsdag heeft meneer de schepen ons laten weten dat hij ging nadenken over het ter beschikking stellen van de documenten met betrekking tot het RPA.

Het Gewestelijk expertisecentrum perspective.brussels kan sommige documenten online zetten, wat het consulteren ervan voor iedereen gemakkelijker zou maken.

In de huidige situatie, als men een kopie van sommige documenten nodig heeft en men zich tot de dienst Stedenbouw richt, brengt dat zeker kosten met zich mee.

Ik neem als voorbeeld het milieueffectenrapport van het openbaar onderzoek dat was georganiseerd op verzoek van Parking Brussels om de parking onder het viaduct te wijzigen en te beheren.

Dit rapport telt 74 pagina's. Had ik de kopieën moeten betalen, dan zou me dat € 84,50 hebben gekost.

Ik durf er niet eens aan te denken wat een kopie van het milieueffectenrapport van het RPA zou kosten.

Aangezien het RPA een project is dat veel vragen oproept, veronderstellen en hopen we dat veel burgers interesse zullen hebben voor het verloop van het openbaar onderzoek dat zal plaatshebben in de herfst, de documenten zullen komen consulteren, of beter nog, zullen vragen om exemplaren zodat ze hun mening kunnen geven nadat ze de documenten in optimale omstandigheden hebben geconsulteerd.

De eventuele kosten voor kopieën mogen geen belemmering vormen voor de transparantie en de burgerparticipatie.

Mijn vragen luiden als volgt:

- In welke richting wordt hierover gedacht op gemeentelijk niveau?
- Bent u van plan om de documenten digitaal te bezorgen aan wie erom vraagt?

Ik dank u voor uw antwoord.

Nathalie WYNS, gemeenteraadslid voor Liste Citoyenne 1160

• **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Geachte dames en heren raadsleden

Het College wil de gemeenteraadleden actief betrekken bij dit belangrijke project. Daarom hebben we voor u twee informatievergaderingen georganiseerd.

We hebben u afgelopen dinsdag een link bezorgd voor het downloaden van de RPA-documenten die door de regering in eerste lezing zijn goedgekeurd. We hebben nog geen documenten in het Nederlands ontvangen.

Deze omvangrijke documentatie is u bezorgd zodat u zich optimaal kunt voorbereiden op de werkzaamheden van de raad waarvan het advies wordt ingewonnen tijdens de fase van openbaar onderzoek waarvan de organisatie nog verder moeten worden gepreciseerd door het Gewest.

Er is u verzocht om dit document of delen ervan niet te verspreiden in verband met het respecteren van de geldende wettelijke bepalingen voor raadpleging.

We wachten momenteel op initiatieven die het Gewest zal nemen om deze documenten aan de bevolking beschikbaar te stellen. We zullen ervoor zorgen om ze, indien nodig, aan te vullen. Gelet op de omvang van de documenten lijkt digitale verspreiding de meest geschikte en meest betaalbare oplossing.

We gaan de hele bevolking bij deze denkoefening betrekken. We willen graag dat iedereen zijn bijdrage levert om zo goed mogelijk de toekomst van deze websites en deze openbare ruimtes uit te stippelen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Conseillers communaux.

Séance du 27.06.19

#Objet : Interpellation de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : aménagements prévus en périodes de fortes chaleurs#

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,

L'Institut royal météorologique annonce une vague de chaleur pour la semaine du 24 juin. Ces fortes chaleurs sont particulièrement éprouvantes pour le personnel communal ouvrier actif sur le terrain ainsi que pour le personnel administratif travaillant dans des locaux dépourvus de ventilation ou de climatisation.

Le secrétaire communal a anticipé cette situation en annonçant le passage en horaire d'été à partir de mardi 25 juin.

Hormis cette adaptation d'horaire, d'autres aménagements spécifiques sont-ils prévus (par exemple un approvisionnement en eau pour le personnel sur le terrain, équipement plus léger, adaptation des tâches à effectuer, installation de ventilateurs...)?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.,

La réponse est OUI. Il existe un plan canicule à disposition de tous les travailleurs qui est suivi lorsque la situation se présente, et en particulier pour répondre à vos questions :

Ø Hydratation des travailleurs : fourniture d'eau ou présence de points d'eau. Des bouteilles d'eau sont disponibles pour le personnel de voirie, les fontaines pour les administratifs. Le personnel de voirie rentre pour la pause de midi et peut se réapprovisionner.

Ø Tenue adaptée : Protection de la tête : port d'un couvre-chef adapté . Le personnel de voirie disposent de tenues été (matière plus légère) comme hiver.

Ø Protection de la peau (essentiellement pour les travailleurs travaillant dehors toute la journée): utilisation de crèmes solaires sur les parties du corps exposées. Des crèmes de protection solaires et de piqûres d'insectes se

trouvent dans les trousse de secours.

Ø Mise à disposition de ventilateurs en cas de besoins objectivés.

La ligne hiérarchique adapte les missions et les outils à utiliser.

Le service de l'économat est chargé de la gestion des achats et des stocks de ventilateurs.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin-e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 27.06.19

#Onderwerp : Interpellatie van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): geplande maatregelen in perioden met hoge temperaturen#

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mevrouw de burgemeester, dames en heren schepenen,

Geachte collega's,

Het Koninklijk Meteorologisch Instituut kondigt vanaf 24 juni een hittegolf aan. Deze hoge temperaturen zijn bijzonder afmattend voor de gemeentearbeiders die buiten aan het werk zijn en ook voor het administratief personeel dat werkt in ruimten zonder ventilatie of airconditioning.

De gemeentesecretaris heeft op deze situatie geanticipeerd door aan te kondigen dat er vanaf dinsdag 25 juni wordt overgegaan op het zomerrooster.

Worden er buiten deze roosteraanpassing nog andere specifieke maatregelen genomen (bijvoorbeeld water aanbieden aan het personeel buiten, lichtere apparatuur, aanpassen van uit te voeren werkzaamheden, installeren van ventilatoren...)?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadslid voor PS

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester,**

Het antwoord is JA. Er bestaat een hitteplan dat ter beschikking wordt gesteld van alle werknemers en dat wordt gevolgd wanneer de situatie zich voordoet en in het bijzonder om uw vragen te beantwoorden:

- Zorgen voor goede hydratatie van het personeel: aanbieden van water of aanwezigheid van watertappunten. Flessen water zijn beschikbaar voor het personeel van het departement Wegeniswerken, waterfontein zijn voorhanden voor het administratief personeel. Het personeel van het departement Wegeniswerken gaat tijdens de lunchpauze naar binnen en kan zich dan opnieuw bevoorraden.
- Aangepaste kleding: hoofdbescherming: dragen van een aangepast hoofddeksel. Het personeel van het

departement Wegeniswerken beschikt over zomerwerkkleding (lichter materiaal) en winterwerkkleding.

- Bescherming van de huid (voornamelijk voor werknemers die de hele dag buiten aan de slag zijn): gebruik van zonnecrème op de blootgestelde lichaamsdelen. Zonnebrandcrèmes en crèmes tegen insectenbeten bevinden zich in de verbanddozen.
- Ter beschikking stellen van ventilatoren in geval van objectief aangetoonde behoeften.

De hiërarchische lijn zorgt voor aanpassing van de opdrachten en van de tools die moeten worden gebruikt. De dienst Economaat is belast met het beheer van de aankopen en de voorraden van ventilatoren.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian
Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen,
Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu
Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren,
Conseillers communaux.

Séance du 27.06.19

#Objet : Interpellation de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : réparation de la voirie (avenue Guillaume Lefever)#

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Depuis fin mai, la voirie de l'avenue Guillaume Lefever est fortement endommagée ; un trou s'est formé à mi-hauteur (cfr photos en annexe).

Avertie par les riverains, la commune a mis près d'une semaine pour placer des barrières nadar (vers le 28 mai). Près d'un mois plus tard, la situation reste inchangée et le trou dans la voirie s'agrandit. Cette situation est préoccupante car il s'agit d'une rue étroite et que des poids lourds l'empruntent régulièrement fragilisant de ce fait la voirie.

Voici mes questions :

- Pourquoi le délai d'intervention de la commune pour remettre la voirie en état est si long ?
- Pouvez-vous me confirmer que la commune est attentive et consciente de l'évolution de la dégradation de cette voirie ? En cas d'accident, quelle serait la responsabilité de la commune quant aux dégâts et dommages subis (riverains, automobilistes, ...) ?
- Pouvez-vous m'indiquer le timing des réparations ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

• Réponse de Monsieur Bruno Collard, Echevin

Le 5 juin, quelques jours après la sécurisation du lieu, un agent de la voirie a contacté Vivacqua via l'application « fix my street » en demandant de faire un contrôle de l'égout. Aucune suite n'a été donnée par Vivacqua à cette

demande.

Contacté suite à votre intervention, le responsable de Vivacqua nous dit ne pas trouver de trace de cette demande. Je tiens les documents qui attestent de la réaction de la commune à votre disposition ainsi que la réponse de Vivaqua..

Il nous a été assuré par Vivaqua que le contrôle serait effectué ce mercredi.

Celui-ci a été fait. Il révèle un petit problème lié à une mauvaise réparation par cette société d'une fuite en 2014, sans danger. Dès lors, Vivaqua prend en charge la réparation dont je ne puis en l'état actuel vous donner le délai. En l'occurrence, c'est donc bien Vivaqua qui assume la responsabilité.

Que s'est-il passé ?

La demande d'intervention a été envoyée « en direct » aux services de voirie qui ont réagi adéquatement en fonction des instructions connues d'eux et recommandées par Vivacqua : signalement via fix mystreet.

Cependant, cette information aurait dû « remonter » vers le contrôleur des travaux en charge de ce type d'incident et de son suivi. Tel n'a pas été hélas le cas.

Pour parer à ce type de situation, instruction a été donnée de faire remonter systématiquement ce type d'information, si elle arrive « en direct » à la voirie vers le contrôleur adéquat de telle sorte qu'une telle situation ne se représente pas.

Par ailleurs, le système fix my street pose quelques problèmes.

Le contrôleur de travaux connaît les imperfections du système très engorgé et qui ne permet pas d'identifier la qualité du demandeur. La demande communale s'est perdue dans la masse.

C'est pourquoi, quand le contrôleur a connaissance d'un tel problème il adresse systématiquement un mail à son correspondant responsable du réseau à Auderghem et ce en accord avec celui-ci et le suivi est effectué correctement.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 septembre 2019

Le Secrétaire communal,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Sophie de Vos, <i>Burgemeester</i> ; Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 27.06.19

**#Onderwerp : Interpellatie van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): reparatie van de openbare weg
(Guillaume Lefeverlaan)#**

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mevrouw de burgemeester, dames en heren schepenen,

Geachte collega's,

Sinds eind mei is het wegdek van de Guillaume Lefeverlaan zwaar beschadigd; er is halverwege een gat ontstaan (cf. bijgevoegde foto).

Hierover geïnformeerd door omwonenden, heeft de gemeente er ongeveer een week over gedaan om hekken te plaatsen (rond 28 mei). Bijna een maand later is de situatie onveranderd gebleven waarbij het gat in de weg groter is geworden. Deze situatie is zorgwekkend omdat het gaat om een smalle straat die regelmatig wordt gebruikt door vrachtwagens en zo de weg verzwakt raakt.

Vandaar de volgende vragen:

- Waarom is de interventietermijn van de gemeente zo lang om de straat te repareren?
- Kunt u me bevestigen of de gemeente oog heeft voor en zich bewust is van de toegenomen verslechterde toestand van deze weg? Hoe zit het met de aansprakelijkheid van de gemeente wat betreft geleden schade (buurtbewoners, automobilisten, ...) in geval van een ongeluk?
- Kunt u aangeven wat het tijdschema is voor de reparaties?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadslid voor PS

• Antwoord van de heer Bruno Collard, schepen

Op 5 juni, enkele dagen na de beveiliging van de locatie, heeft een medewerker van Wegeniswerken contact opgenomen met Vivaqua via de applicatie "fix my street" met het verzoek om het riool te controleren. Er is door

Vivaqua geen enkel gevolg gegeven aan dit verzoek.

Na contactname naar aanleiding van uw interventie, meldt de verantwoordelijke bij Vivaqua ons dat er van dit verzoek geen spoor terug te vinden is. Ik stel de documenten waaruit de reactie blijkt van de gemeente alsook het antwoord van Vivaqua te uwer beschikking.

Er werd ons door Vivaqua verzekerd dat er op woensdag een controle zou plaatsvinden.

Deze controle is gebeurd. Hieruit blijkt dat er sprake is van een klein probleempje in verband met een door het bedrijf slecht uitgevoerde reparatie van een lek, zonder gevaar. Vandaar zal Vivaqua de reparatie voor zijn rekening nemen, waarvoor ik u op dit moment geen termijn kan meegeven. In dit geval is het wel degelijk Vivaqua dat zijn verantwoordelijkheid neemt.

Wat is er intussen allemaal gebeurd?

Het verzoek om interventie werd "rechtstreeks" verstuurd naar de dienst Wegen die adequaat heeft gereageerd op basis van de richtlijnen door hen bekend en aanbevolen door Vivaqua: melding via fix mystreet.

Deze informatie had echter moeten worden "doorgegeven" aan de controleur van de werken belast met dit soort incidenten en de follow-up ervan. Dit is helaas niet het geval geweest.

Om een dergelijke situatie te vermijden, is er instructie gegeven om dit soort informatie, wanneer deze "rechtstreeks" terechtkomt bij de dienst Wegen, systematisch door te geven aan de passende controleur zodat een dergelijke situatie zich niet meer voordoet.

Bovendien zijn er wat problemen met het fix my street systeem.

De controleur van de werken is op de hoogte van de tekortkomingen van dit overbelaste systeem waarmee de hoedanigheid van de aanvrager niet kan worden achterhaald. De aanvraag van de gemeente is zoekgeraakt.

Daarom stuurt de controleur, wanneer hij op de hoogte is van een dergelijk probleem, systematisch een mail naar desbetreffende verantwoordelijke van het netwerk in Oudergem, na overleg met hem en waarna de follow-up correct verloopt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCRIFT
Oudergem, 27 september 2019

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos